

Réglementation des prix

L'approche prônée à la Chambre par l'opposition officielle comporte, je crois, nombre d'inconvénients. A mon avis, elle est en général plus risquée que celle que le gouvernement a suivie jusqu'ici. Voilà pourquoi nous devons examiner la position dont il est question aujourd'hui et qui comporte des contrôles sélectifs et des réductions de prix lorsqu'on découvre des cas d'exploitation ou d'escroquerie ou lorsque nous nous apercevons que certaines hausses de prix sont injustifiables. Nous pouvons agir ainsi dans nombre de secteurs qui relèvent de notre contrôle au pays, par exemple, dans ceux du bois d'œuvre, de l'acier, du fer, du cuivre, de l'énergie, de l'hydro-électricité, de l'agriculture et ainsi de suite, surtout lorsqu'on combine cette mesure avec un programme de subventions dans certains secteurs.

Je le répète, ce problème n'est pas du tout simple à résoudre, car si vous contrôlez certains produits dans un régime de libre entreprise, vous allez chasser l'argent des investisseurs étrangers hors du pays. Prenons le cas du nickel. Si vous essayez d'en contrôler le prix, les producteurs vont vous dire: Allez au diable, nous trouverons bien un autre pays où investir nos capitaux. Si nous devons adopter un programme comme celui que ce parti propose, cela pourrait signifier la nationalisation de plusieurs industries chez nous, notamment celles des ressources comme le gaz naturel, le pétrole, le nickel, le cuivre, le minerai de fer et d'acier. J'estime qu'une telle mesure devrait être comprise dans toute politique qui aurait vraiment pour but de lutter contre l'inflation et d'empêcher l'escalade des prix. Si vous vous y refusez, les investisseurs iront placer leurs capitaux ailleurs en raison de la puissance des sociétés multinationales. Voilà quelques-uns des aspects dont nous devons tenir compte lorsque nous discutons du taux actuel d'inflation au Canada.

J'aimerais indiquer deux ou trois raisons pour lesquelles le taux d'inflation est si élevé partout dans le monde. Nous importons, nous nous en rendons compte, une partie de notre inflation de l'étranger. La première raison, je pense, c'est que beaucoup de pays sous-développés deviennent plus prospères et ont davantage les moyens de se permettre certains de nos produits. Il en résulte des pénuries et une hausse des prix de certains produits essentiels. En conséquence, le dollar américain a été dévalué et la valeur du nôtre, qui flotte actuellement avec lui, a aussi chuté surtout sur le marché japonais mais également sur le Marché commun européen. Les importations au pays coûtent donc plus cher qu'il y a deux ou trois ans. Il y a certainement de l'inflation qui nous arrive de l'étranger car nous sommes un important pays commerçant.

● (1550)

La deuxième raison, à mon avis, c'est qu'une bonne partie de l'inflation dans le monde est attribuable au fait que le traditionnel régime capitaliste de l'Ouest est remis en question partout autour de nous. Le député de Don Valley (M. Gillies) en a parlé en déclarant que les anciennes normes du matérialisme n'existent plus. Nous en voyons la preuve partout. L'inflation constitue maintenant un phénomène qui s'étend à tout le monde occidental. Des problèmes se posent dans le régime monétaire, la balance commerciale et dans bien d'autres secteurs de l'Occident. Il n'y a pas beaucoup de solutions possibles à ce genre de hausse des prix et à ce genre d'inflation.

Il y a deux ou trois choses que nous pourrions faire en tant que pays, mais je crains qu'elles ne soient probablement limitées. Nous pourrions d'abord participer à une entente internationale à l'échelle mondiale portant sur les

denrées essentielles qui nous viennent de plusieurs pays, nous pourrions fixer les prix et nous pourrions subventionner certaines des denrées essentielles que nous importons et qui sont importantes pour le citoyen moyen. Nous pourrions peut-être prendre des mesures contre certaines des sociétés multinationales géantes qui s'occupent de l'importation de certaines denrées. Je fais ici allusion, par exemple, à l'industrie sucrière où nous pourrions prendre des mesures judiciaires contre certaines des grandes sociétés sucrières que je soupçonne de collusion pour imposer des prix qui sont artificiellement élevés, beaucoup trop élevés à l'heure actuelle.

Voilà certaines des choses que nous pourrions faire à propos des facteurs extérieurs qui contribuent à faire grimper le coût de la vie dans notre pays. Mais comme je l'ai dit, si nous faisons cela, nous ne ferions probablement pas grand-chose encore contre le taux d'inflation en général, parce que nous ne pouvons agir que sur notre propre pays et faire ce que nous pouvons à l'intérieur de nos frontières. J'estime toutefois que nous pouvons faire un certain nombre de choses ici parce que nous produisons la plupart des denrées essentielles dont nous avons besoin. Nous ne sommes pas comme le Japon, le Royaume-Uni, et nombre d'autres pays du monde qui doivent importer leur énergie, d'une foule de leurs matières premières et de leurs produits alimentaires.

Au Canada, nous produisons des denrées de base et nous avons donc notre mot à dire au sujet du prix de vente. Nous devons le faire d'une façon sélective parce qu'autrement, nous aurons des problèmes de toutes sortes, car chaque produit est différent. L'industrie de l'alimentation est pareille à nulle autre. Si nous imposons des restrictions sur le prix des aliments, ces restrictions se répercuteraient sur les agriculteurs. Il y aurait un blocage des prix à la ferme. Les agriculteurs ralentiraient alors la production et seraient forcés de se retirer des affaires. C'est ce qui arrive aux États-Unis et dans bien d'autres pays du monde où l'on a tenté d'imposer des restrictions sur le prix des aliments de base. Si l'on se mêle de toucher au secteur de l'alimentation, il faut ensuite subventionner des denrées comme le lait et le pain.

Si l'on veut changer fondamentalement le prix des produits alimentaires, il faut envisager toute l'industrie de l'alimentation, le grossiste, le détaillant, les usines de conserves, le transport et tous les autres domaines rattachés à l'industrie. Peut-être peut-on faire quelque chose pour empêcher les profits excessifs, le double étiquetage, et ainsi de suite, à tous les niveaux de l'industrie de l'alimentation. A mon avis, on pourrait le faire pour la viande de bœuf, dont le prix est élevé pour les consommateurs mais bas pour les producteurs. Il pourrait y avoir une commission sévère de surveillance des prix ou quelque organisme gouvernemental qui ferait enquête et obtiendrait une réduction du prix de certains articles, surtout dans les cas d'exploitation manifeste des Canadiens. On n'en fait rien. Notre parti croit qu'une telle politique, fort justifiée d'ailleurs, devrait être suivie et qu'elle serait efficace si elle était appliquée dans le pays à l'égard de denrées importantes pour toute la population.

Nous avons évoqué les profits au cours du présent débat. Il est possible de restreindre les profits par un contrôle sélectif des prix de certains produits comme le nickel, le cuivre, dont on a annoncé hier une nouvelle hausse de prix, et les pâtes et papiers. On pourrait également adopter une politique générale à l'égard de nombreux produits. Un impôt sur les profits excessifs récupérerait l'excédent des bénéfices jugés injustifiés, dont les Canadiens sont victi-